

**REPUBLIQUE DU CAMEROUN**  
**Paix – Travail – Patrie**  
-----  
**INSTITUT NATIONAL DE LA**  
**STATISTIQUE**



**REPUBLIC OF CAMEROON**  
**Peace – Work – Fatherland**  
-----  
**NATIONAL INSTITUTE OF**  
**STATISTICS**

# **CARTOGRAPHIE DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES AU CAMEROUN**

## **DOCUMENT DE METHODOLOGIE**

**Mars 2020**

## SOMMAIRE

<b>Mars 2020</b>	1
Liste des abréviations	3
1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	4
2. ETENDUE DE LA MISSION	5
3. OBJECTIFS	6
3.1 Objectif global	6
3.2 Objectifs spécifiques	6
4. RESULTATS ATTENDUS	6
5. APPROCHE METHODOLOGIQUE	7
5.1 Revue des sources de données secondaires	7
5.1.1 Distribution des PME selon les caractéristiques démographiques et économiques	9
5.1.2 Profil caractéristique des PME	9
5.1.3 Dynamique démographique des PME	9
5.1.4 Poids des PME et contribution à la richesse et à l'emploi	10
5.2 Collecte des données sur le terrain	10
5.2.1 Champ	12
5.2.2 Unités d'échantillonnage et d'observation	12
5.2.3 Repérage des unités d'observations	13
5.2.4 Echantillonnage	14
5.2.5 Questionnaires	19
5.2.7 Charge globale du travail	19
5.2.8 Durée et personnel de collecte	19
5.2.9 Exploitation des données	20
6. DUREE ET CHRONOGRAMME DU PROJET	23

## Liste des abréviations

<b>APE</b>	Accords de Partenariat Economique
<b>APME</b>	Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BC-PME</b>	Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises
<b>BTP</b>	Bâtiments et Travaux Publics
<b>COBAC</b>	Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
<b>DSCE</b>	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
<b>DSF</b>	Déclaration Statistique et Fiscale
<b>EI</b>	Entreprise Individuelle
<b>EMF</b>	Etablissement de microfinance
<b>INS</b>	Institut National de la Statistique
<b>ME</b>	Moyenne Entreprise
<b>NAEMA</b>	Nomenclature des Activités des Etats Membres d'Afristat
<b>PE</b>	Petite Entreprise
<b>PME</b>	Petite et Moyenne Entreprise
<b>RGE</b>	Recensement Général des Entreprises
<b>SA</b>	Société Anonyme
<b>SARL</b>	Société à Responsabilité Limitée
<b>TIC</b>	Technologies de l'Information et de la Communication
<b>TPE</b>	Très Petite Entreprise
<b>UPI</b>	Unité de Production Informelle
<b>ZR</b>	Zone de Recensement

## 1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

L'atteinte des objectifs du DSCE passe en grande partie, par l'existence d'un tissu (ou réseau) de Petites et Moyennes Entreprises (PME) dense et solide dans tous les secteurs. En effet, les PME qui constituent plus de 95 % des entreprises privées (hors secteur agricole), restent une source essentielle d'emplois. Cette source permet de générer des revenus significatifs aussi bien, pour les ménages, les entreprises elles-mêmes et l'Etat. C'est pourquoi, la "vision 2035" place la PME, au centre de la stratégie nationale de création d'emplois"<sup>1</sup>.

Par le passé, les PME Camerounaises ont connu un déficit de compétitivité et de structuration. Le Gouvernement de la République du Cameroun avait alors pris une série de réformes incluant la libéralisation du commerce, le désengagement progressif de l'Etat du secteur productif et le recours à la privatisation, pour ouvrir une fenêtre d'opportunité à l'essor des PME.

Au Cameroun, La définition retenue pour la PME, consacrée par la loi N° loi N° 2015/010 du 16 juillet 2015 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 2010/001 du 13 avril 2010 portant Promotion des PME, entérine la définition résumée dans le tableau ci-dessous qui combine quatre approches : l'approche institutionnelle, l'approche juridique, l'approche fiscale, et l'approche typologique [horizontale]. Cette définition garanti la cohérence du fonctionnement des PME. Elle est résumée dans le tableau 01 ci-dessous.

**Tableau 01** : catégorisation des PME au Cameroun

<b>Catégorie Critères</b>	<b>Micro Entreprise</b>	<b>Petite Entreprise</b>	<b>Moyenne Entreprise</b>
<b>Effectif employé (unités)</b>	0-5	6-20	21-100
<b>Chiffre d'affaires</b>	Moins de 15 millions de FCFA	Jusqu'à 250 millions de FCFA	Jusqu'à 3 milliards de FCFA

Source : Adaptation tirée de la loi N° loi N° 2015/010 du 16 juillet 2015 modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 2010/001 du 13 avril 2010 portant Promotion des PME.

Ces PME sont majoritairement des entreprises individuelles (EI)<sup>2</sup>. Plusieurs d'entre elles évoluent en marge de la réglementation, favorisant l'émergence d'un secteur dit informel de plus en plus florissant. Cet important poids du secteur informel dans l'économie justifie la nécessité de mieux le maîtriser afin d'élaborer des politiques ciblées permettant d'assurer la migration vers le secteur formel, démarche préalable pour une canalisation des financements vers les PME camerounaises. En effet, les banques commerciales accordent très peu de financements à moyen et à long terme et les PME ne sont pas leurs cibles privilégiées.

**Sur le plan international**, les PME camerounaises évoluent dans un contexte particulier marqué par l'entrée en vigueur des Accords de Partenariat Economique (APE) en Juin 2016. Ces accords poursuivent, entre autres objectifs, la réduction et l'éradication de la pauvreté, l'amélioration de l'efficacité commerciale, l'établissement des bases de négociation et de

<sup>1</sup>CAMEROUN VISION 2035, page 20.

<sup>2</sup> Durant le RGE 2009, 89% des entreprises recensées étaient des EI

mise en œuvre de cadres réglementaires efficaces, la prévision et la transparence dans le commerce, l'investissement, la concurrence, la propriété intellectuelle, les marchés publics et le développement durable. Cependant, on constate des lourdeurs dans la mise en œuvre des résolutions, qui présagent des difficultés auxquelles feront face les PME qui rencontrent déjà d'autres obstacles tels que les difficultés d'approvisionnement en matières premières, d'acquisition des équipements, d'acquisition des techniques de production et de transformation, des difficultés de commercialisation, de recherche de débouchés et d'informations de toutes natures. A ces contraintes, il convient d'ajouter les problèmes de gouvernance qui émaillent la gestion des PME.

Face à cette menace permanente sur la compétitivité et la durabilité des PME camerounaises, les autorités nationales ont pris une série d'actes visant à engager le Cameroun dans la voie de la dynamisation du secteur des PME. A cet effet, deux structures supplémentaires ont été créées pour assurer un accompagnement plus complet et multiforme aux PME. Il s'agit de l'Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (APME) et de la Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME). Cependant, la PME est présente dans tous les secteurs de l'économie nationale et demeure très diversifiée quant à sa structuration, son fonctionnement, sa rentabilité et sa compétitivité. Sa connaissance approfondie et actualisée, passe par l'élaboration de réformes appropriées et la mise en place de mécanismes efficaces pour stimuler sa créativité et sa compétitivité.

Il importe donc de pouvoir disposer des réponses aux questions pointues telles que : i) Dans quels secteurs trouve-t-on les PME les plus performantes ou à plus haut potentiel de performance ? ii) Quel est leur poids dans ces secteurs ? iii) Quelle est la contribution de ces secteurs dans la croissance économique et la création des emplois ? iv) Quels sont leurs atouts et les contraintes auxquelles elles doivent faire face ? v) Quels sont les profils de risque des PME en termes de financement ? vi) Que peut faire le Gouvernement pour soutenir le développement de ces PME ? vii) Vers quels secteurs ces appuis doivent-ils être orientés en priorité ? ix) Quels sont les besoins en financement dans les secteurs prioritaires ? etc. C'est pour apporter des réponses à ce type d'interrogations que l'APME envisage d'élaborer une cartographie des PME camerounaises.

## **2. ETENDUE DE LA MISSION**

**Le projet concerne les PME de tous les secteurs d'activité dans les 10 régions du Cameroun.** La collecte des données sera réalisée sur un échantillon représentatif des PME permettant de rendre compte de leur réalité sur toute l'étendue du territoire. L'analyse sera à la fois statique (comparative) et dynamique (comment a évolué la PME dans le temps) voire prospective (qu'entend – elle devenir ?).

### **3. OBJECTIFS**

#### **3.1 Objectif global**

La présente étude concourt à la réalisation de l'objectif global qui est celui de disposer d'une cartographie des PME camerounaises en vue de promouvoir efficacement leur compétitivité.

#### **3.2 Objectifs spécifiques**

De façon spécifique, il s'agit de caractériser la PME camerounaise. Il sera question notamment de:

- Présenter l'environnement actuel des PME ;
- Ressortir la distribution des PME selon le secteur d'activités, l'âge et le sexe du promoteur, le statut juridique, le régime d'imposition, la zone géographique ; leur mode de financement et la récurrence de ce financement, leurs besoins et leurs contraintes majeures ;
- Dégager un profil ou des profils caractéristiques des PME camerounaises ;
- Estimer les poids relatifs des PME et leur contribution à la création des richesses et de l'emploi dans les différents secteurs ;
- Ressortir les filières porteuses de croissance des PME,
- Analyser le comportement des PME face aux modalités et mécanismes de financements (plans de remboursements, culture de remboursement du crédit contracté, etc)
- Dégager la relation entre les secteurs générateurs de croissance et d'emploi avec la réalité du développement des PME ;
- Etudier la dynamique structurelle, spatiale, temporelle, intra sectorielle et intersectorielle des PME ;
- Mesurer la pénétration des TIC et la pratique de l'innovation dans les PME.

### **4. RESULTATS ATTENDUS**

En rapport avec les objectifs spécifiques sus cités, il est attendu de cette étude un rapport d'étude détaillé faisant ressortir clairement :

- la distribution des PME dans les secteurs de l'économie nationale ;
- le(s) profil (s) type(s) de la PME Camerounaise ;
- les différents besoins des PME par secteur et par région;
- les principaux modes de financement des PME et la récurrence desdits modes ;
- l'estimation du poids relatif des PME dans leurs secteurs respectifs ;
- Les filières porteuses de croissances des PME,
- l'estimation de la contribution des PME à la création des richesses et de l'emploi ;
- les contraintes majeures des PME ;
- le taux de pénétration des TIC dans les PME ;
- le niveau de pratique de l'innovation et de l'économie numérique dans les PME ;

- les perspectives de croissance des PME.

## 5. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Deux approches seront utilisées pour atteindre les objectifs spécifiques déclinés dans les termes de références de la cartographie des PME, à savoir l'exploitation des sources secondaires et la collecte des données sur le terrain. La collecte des données permettra de disposer des indicateurs non disponibles dans les bases de données existantes.

### 5.1 Revue des sources de données secondaires

Elle consiste en la revue de tous les documents et des bases de données disponibles qui puissent permettre de cartographier les PME. A cet effet, le RGE 2009, le RGE 2 (2016), les données du répertoire des entreprises, et les comptes nationaux seront consultés et utilisés. Ils permettront de :

- Mettre en exergue la distribution des PME selon le secteur d'activité, l'âge et le sexe du promoteur, le statut juridique, le régime d'imposition, et la région d'implantation ;
- Dégager un profil caractéristique des PME ;
- Etudier la dynamique structurelle, spatiale, temporelle, intersectorielle et intra sectorielle des PME ;
- Estimer le poids relatifs des PME et leur contribution à la création des richesses et de l'emploi dans les différents secteurs.

De manière précise, ces sources de données secondaires permettront de dériver les principaux indicateurs du tableau ci-dessous.

**Tableau02** : Liste des indicateurs disponibles

Domaine	Objectifs	Indicateurs	Source
<b>Environnement des PME</b>	<b>Catégorisation du marché</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Infrastructures internet</li> <li>• Infrastructure routière</li> <li>• Infrastructure énergétique</li> <li>• Taux de pauvreté</li> <li>• Inégalité</li> <li>• Entrée en vigueur des APE et leur impact sur l'Economie</li> <li>• Environnement physique</li> <li>• Environnement fiscal-douanier</li> <li>• Nombre d'entreprise/habitant</li> </ul>	Plan satellite des PME ; Plan stratégique des PME Rapport pays-BAD Rapport Doing Business
<b>Contraintes liées à l'exercice de l'activité</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Evolution des contraintes</li> <li>• Facteur de résilience des PME</li> </ul>	RGE 2 Doing Business
<b>Compétitivité des PME</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dynamique des exportations</li> <li>• Part des marchés des PME</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chiffres d'affaires adressé au marché local/consommation</li> </ul>	DSF Fichier du commerce extérieur
<b>Localisation des entreprises, données de classification</b>	<b>Localiser et classier les PME</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Répartition spatiale des entreprises (PME<sup>o</sup>)</li> <li>• Répartition des entreprises (PME) par régime d'imposition</li> <li>• Répartition des entreprises (PME) par forme juridique</li> </ul>	RGE ; DSF

Domaine	Objectifs	Indicateurs	Source
		<ul style="list-style-type: none"> <li>Répartition des entreprises (PME) selon la géographie du capital</li> <li>Proportion d'entreprises (PME) affiliées à un cabinet comptable</li> </ul>	
<b>Démographie des entreprises</b>	<b>Calculer les indicateurs de démographie des PME</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Age moyen des PME</li> <li>Pourcentage d'entreprises (PME) qui ont changé de secteur/branche d'activité entre 2014 et 2016 ;</li> <li>Pourcentage d'entreprises (PME) qui ont changé de forme juridique entre 2014 et 2016</li> </ul>	RGE ; DSF
<b>Profil du promoteur</b>	<b>Calcul des indicateurs sur le profil du promoteur</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proportion des PME ayant un homme comme promoteur</li> <li>Proportion des PME ayant une femme comme promoteur</li> <li>Proportion des PME par nationalité du promoteur</li> <li>Répartition des promoteurs selon les tranches d'âges</li> <li>Répartition des promoteurs suivant le niveau d'instruction</li> <li>Répartition des promoteurs suivant leur formation</li> </ul>	RGE
<b>Profil de la PME</b>	<b>Calcul des indicateurs permettant de ressortir la PME type</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Profil de la PME type suivant la typologie ou par secteur/branche d'activité ;</li> </ul>	DSF
<b>Activité</b>	<b>Calculer les indicateurs d'activités et ses caractéristiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chiffres d'affaires</li> <li>Chiffre d'affaires moyen par branche d'activité</li> <li>Chiffres d'affaires à l'exportation</li> <li>Valeur ajoutée</li> <li>Valeur ajoutée au coût des facteurs</li> <li>Excédent brut d'exploitation</li> <li>Résultat net</li> </ul>	RGE ; DSF
<b>Emploi</b>	<b>Calculer les indicateurs de la main d'œuvre et du salaire</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Effectifs permanents employés dans les PME par branche d'activité/sexe</li> <li>Effectifs temporaires employés dans les PME par branche d'activité/sexe</li> <li>Taux d'encadrement par branche d'activité</li> <li>Rémunération par branche d'activité</li> </ul>	RGE ; DSF ;
<b>Capital</b>	<b>Calculer les indicateurs caractéristiques du capital social des PME</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Montant total des immobilisations brutes</li> <li>Montant total de l'investissement en 2015</li> <li>Taux d'investissement</li> <li>Intensité capitalistique</li> </ul>	RGE, DSF
<b>Productivité</b>	<b>Calcul des indicateurs sur la productivité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Productivité apparente du travail</li> <li>Productivité apparente du capital</li> </ul>	RGE, DSF
<b>Economie</b>	<b>Calcul des indicateurs de</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proportion de PME utilisant un</li> </ul>	RGE ; Enquête



Domaine	Objectifs	Indicateurs	Source
numérique	l'économie numérique	<ul style="list-style-type: none"> <li>ordinateur</li> <li>• Proportion de PME disposant d'un réseau intranet</li> <li>• Proportion de PME disposant d'un réseau internet</li> <li>• Proportion de PME effectuant des opérations d'affaires par internet</li> <li>• Proportion de PME effectuant des transactions via la téléphonie mobile</li> </ul>	ART ; Enquête MINPOSTEL
Innovation	Calcul des indicateurs de l'innovation	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Proportion des PME utilisant les résultats des centres de recherche</li> <li>• Proportion des PME investissant dans les activités de recherche et d'innovation technologique</li> <li>• Dépenses liées aux activités de recherche et d'innovation technologique</li> </ul>	RGE

### 5.1.1 Distribution des PME selon les caractéristiques démographiques et économiques

A partir de certains indicateurs du tableau 02 ci-dessus, les tableaux croisés seront générés entre les variables démographiques et économiques, et la taille de l'entreprise. En ce qui concerne les données démographiques, le RGE sera principalement utilisé pour effectuer les ventilations. Pour le croisement avec les variables économiques, le RGE et la base des DSF seront mis à contribution.

### 5.1.2 Profil caractéristique des PME

Deux grilles d'analyse seront utilisées à partir des données secondaires et primaires. Premièrement, un profil médian de PME sera confectionné pour chaque branche d'activité. Deuxièmement, l'on fera recours aux méthodes d'analyse multivariée, notamment l'analyse factorielle et le clustering pour déterminer les différents profils caractéristiques des PME.

### 5.1.3 Dynamique démographique des PME

Partant d'un panel cylindré à partir de 2013, les mutations structurelles des PME seront étudiées. Ces mutations porteront sur les variables suivantes :

- le secteur d'activité ;
- la taille de l'entreprise ;
- la forme juridique ;
- le régime d'imposition.

Ce travail fournira des réponses aux questionnements suivants :

- Combien (%) de PE en 2013 sont devenues des TPE ou des ME en 2017 ?
- Combien de SARL en 2013 sont devenus des SA en 2017 ?
- Combien d'entreprises produisant des DSF du Système allégé en 2012 produisent des DSF du Système normal en 2015 ?

- Combien (%) d'entreprises ont changé de secteur/branche d'activité
- Quels sont les secteurs/branches prépondérants d'émigration et d'immigration des PME ?
- Combien de PME en 2013 ont changé d'activité principale en 2017 ?

#### 5.1.4 Poids des PME et contribution à la richesse et à l'emploi

Cette rubrique vise à apporter des réponses aux interrogations suivantes : Quelle est la contribution des PME à la formation du PIB et à la création des emplois ?

#### 5.2 Collecte des données sur le terrain

Tous les indicateurs ne pourront pas être renseignés à partir des sources secondaires des données. A cet effet, une collecte des données sera effectuée. Nous exposons dans un premier temps, la liste des indicateurs dont le calcul nécessitera la collecte des données ensuite nous exposons les grandes lignes de la méthodologie de la collecte.

**Tableau03** : Indicateurs retenus pour la collecte des données primaires

Domaine	Objectifs	Indicateurs
<b>Economie numérique dans les TIC</b>	<b>Calculer les indicateurs de l'économie numérique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Part des entreprises disposant d'ordinateurs</li> <li>• Part des entreprises ayant accès à l'Internet</li> <li>• Part des entreprises disposant d'un site web</li> <li>• Part des entreprises disposant d'un réseau intranet</li> <li>• Part des entreprises disposant de scanner</li> <li>• Part des entreprises disposant de fax</li> <li>• Part des entreprises disposant de photocopieuse</li> <li>• Part des entreprises disposant d'au moins une imprimante</li> <li>• Part des entreprises disposant d'au moins un vidéo projecteur</li> <li>• Part des entreprises réalisant leurs achats en ligne</li> <li>• Part des entreprises réalisant leurs ventes en ligne</li> <li>• Part des entreprises disposant d'un compte dans les réseaux sociaux</li> </ul>
<b>Innovation</b>	<b>Calculer les indicateurs de l'innovation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourcentage d'entreprises ayant mis sur le marché un produit répondant à un besoin nouveau</li> <li>• Proportion d'entreprises ayant mis sur le marché un produit présentant des caractéristiques nouvelles</li> <li>• Pourcentage d'entreprises qui ont mis sur pied un nouveau procédé de production/distribution</li> <li>• Proportion des entreprises ayant introduit des modifications significatives de la présentation d'un produit</li> <li>• Proportion des entreprises introduisant de nouvelles techniques pour la promotion des produits</li> <li>• Proportion d'entreprises ayant mis sur pied des tarifications nouvelles visant à satisfaire davantage les consommateurs</li> <li>• Proportion des entreprises introduisant de nouveaux media pour la promotion des produits</li> <li>• Proportion des entreprises introduisant de nouvelles méthodes de vente ou de distribution</li> <li>• Proportion d'entreprises introduisant de nouvelles stratégies de tarification des produits</li> <li>• Proportion des entreprises introduisant de nouveaux modes de fonctionnement dans l'organisation des procédés</li> <li>• Proportion des entreprises introduisant de nouvelles méthodes d'organisation du travail et de prise de décision</li> <li>• Proportion des entreprises introduisant de nouvelles méthodes</li> </ul>

Domaine	Objectifs	Indicateurs
		<ul style="list-style-type: none"> <li>d'organisation externes avec d'autres entreprises</li> <li>• Proportion des entreprises disposant d'une certification internationalement reconnue</li> <li>• Proportion d'entreprise utilisant une technologie de production sous licence étrangère</li> <li>• Pourcentage d'entreprise ayant obtenu une licence ou un brevet</li> <li>• Pourcentage des entreprises qui ont déposé un procédé ou un brevet à l'OAPI</li> <li>• Pourcentage des entreprises qui disposent d'une unité chargée de la Recherche &amp; développement</li> <li>• Pourcentage des entreprises qui financent les activités de Recherche &amp; développement</li> </ul>
<b>Financement de l'activité</b>	<b>Calculer les indicateurs de financement de l'activité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Répartition des entreprises selon le mode de financement de l'activité</li> <li>• Répartition des entreprises suivant la facilité à obtenir des crédits (définir une période, identifier les volumes de crédits demandé et ceux octroyés)</li> <li>• Répartition des entreprises suivant leur récurrence à obtenir du crédit auprès des établissements bancaires/EMF</li> <li>• Connaissance des structures étatiques de financement des PME</li> <li>• Volume de crédit demandé/volume de crédit octroyé (préciser la période)</li> <li>• Répartition des entreprises suivant leurs besoins de financement (définir l'horizon, l'investissement)</li> <li>• Répartition des entreprises suivant les contraintes majeures liées au financement</li> </ul>
<b>Remboursement de crédit</b>	<b>Calculer les indicateurs de remboursement du crédit</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourcentage des entreprises qui remboursent leurs crédits</li> <li>• Taux d'impayés (sur une période)</li> <li>• Répartition des entreprises selon le mode de remboursement</li> <li>• Répartition des entreprises suivant la nature du crédit (équipement, installation, fonds de roulement, etc) et selon le type d'institution financière</li> <li>• Répartition des entreprises suivant la durée du crédit contracté (moins d'un an, un an à deux ans, deux ans à cinq ans, plus de cinq ans)</li> <li>• Pourcentage des entreprises éprouvant des difficultés à rembourser le crédit</li> <li>• Pourcentage d'entreprises suivant les difficultés à rembourser le crédit</li> <li>• Perception des chefs d'entreprises sur les établissements de crédit</li> </ul>
<b>Sous-traitance</b>	<b>Calculer les indicateurs relatifs à la sous-traitance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourcentage des entreprises ayant exécuté les travaux de sous-traitance en 2016</li> <li>• Pourcentage des entreprises pour lesquelles la sous-traitance est la principale source du Chiffre d'affaires</li> <li>• Part de la sous-traitance dans le chiffre d'affaires</li> <li>• Répartitions des entreprises de sous traitance en fonction des branches dans lesquelles elles exercent la sous traitance</li> <li>• emplois des entreprises de sous traitance</li> </ul>
<b>Compétitivité des PME</b>	Part des marchés des PME	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perception des prix par rapport à la concurrence</li> <li>• Perception de la qualité de la production par rapport à la concurrence</li> </ul>

### 5.2.1 Champ

Le champ géographique de la collecte porte sur le territoire national. Douala et Yaoundé, compte tenu de leur importance en termes d'implantation d'entreprises sont considérés comme des régions d'enquête. Dans les autres régions hormis Yaoundé et Douala, les effectifs des entreprises déposant une DSF se concentrent en général dans le chef-lieu de Région et parfois dans quelques villes. Au final tenant compte de ce qui précède et par souci de réductions des coûts, les 22 villes suivantes sont retenues pour la collecte. Par région ces villes concentrent plus de 70% de l'effectif des entreprises. En revanche, au Centre (hors Yaoundé) et au Littoral (hors Douala) ces seuils sont respectivement de 43 et 59%. Ils sont sensiblement améliorés en considérant ces régions sur le plan administratif. Dans l'ensemble, ces 22 villes regroupent 93% de l'effectif des PME déposant une DSF au Cameroun.

Tableau : Villes retenues selon la région d'enquête

Région d'enquête	Villes retenues	Poids dans la région (%)
Douala	Douala	100
Yaoundé	Yaoundé	100
Adamaoua	Ngaoundéré	79,7
Centre (Hors Yaounde)	Bafia	10,6
	Mbalmayo	11,5
	Nanga Eboko	10,9
	Obala	10,3
Est	Bertoua	71,0
Extrême-Nord	Maroua	65,3
	Kousseri	13,9
Littoral (Hors Douala)	Edea	28,5
	Nkongsamba	30,1
Nord	Garoua	89,5
Nord-Ouest	Bamenda	81,8
Ouest	Bafoussam	56,2
	Dschang	10,2
	Mbouda	6,0
Sud	Ebolowa	24,5
	Kribi	46,7
Sud-Ouest	Buea	22,6
	Kumba	15,9
	Limbe	37,8

Source : Nos Calculs

En ce qui concerne le secteur d'activité, l'enquête couvre toute l'économie et ne concerne que les unités exerçant dans un local professionnel.

### 5.2.2 Unités d'échantillonnage et d'observation

Les objectifs de l'étude font ressortir trois unités d'échantillonnage. Il s'agit des PME modernes non financières, des UPI, et des établissements de crédit et de microfinance.

#### *Les PME modernes non financières*

En ce qui concerne les PME modernes non financières, il s'agit d'unités de production de biens et/ou de services remplissant une Déclaration Statistique et Fiscale (DSF) suivant le système comptable OHADA, qui dispose de trois types de DSF. Il s'agit de :

- Le système normal (SN) :
  - Entreprise dont le CAHT est supérieur ou égal à 50 millions de FCFA ;
  - Les personnes morales quelque soit le CAHT ;
  - Les exploitants forestiers quelque soit le CAHT ;
  - Les professions libérales quelque soit le CAHT.
- Le système allégé (SA) :
  - Entreprise dont le CAHT est supérieur ou égal à 10 millions et inférieur strictement à 50 millions de FCFA
- Le système minimal de trésorerie (SMT) : Entreprise dont le CAHT est inférieur à 10 millions de FCFA

### ***Les Unités de Production Informelles***

Contrairement aux PME modernes, d'autres unités exerçant dans un local professionnel opèrent dans le secteur informel et lorsqu'elles tiennent une comptabilité, celle-ci n'aboutit pas toujours à la production d'une DSF.

### ***Les établissements de crédit et de microfinance***

Cette cible comporte les banques commerciales, les établissements financiers et les établissements de microfinance. Son introduction permet de faire ressortir le volet offre de crédit ainsi que les obstacles à l'octroi des crédits aux PME.

L'unité d'observation est confondue à l'unité d'échantillonnage.

## **5.2.3 Repérage des unités d'observations**

### ***Les PME modernes***

Pour repérer les PME modernes, l'on se servira des variables de localisation disponibles dans le répertoire des entreprises, à savoir la ville, la rue et le téléphone de l'entreprise. Le fichier des contribuables de la Direction Générale des Impôts pourra également être utilisé pour affiner le repérage.

### ***Les Unités de Production Informelles***

Il n'existe pas de répertoire qui liste et permet de localiser de manière précise ces unités. Pour ce faire, les cartes des zones de recensement (ZR) issues des travaux cartographiques du Deuxième Recensement Général des Entreprises (RGE 2) sont utilisées. Il s'agira dans un premier temps de procéder à la reconnaissance et à la délimitation des Zone de recensement à vous assignées avec votre superviseur, et à partir d'un point remarquable de la ZR (carrefour, Ecole, etc.), parcourir la ZR en sens contraire des aiguilles de la montre. **Les UPI qui**

**rentrent dans le champ de la présente opération sont des unités de production qui ne tiennent pas de comptabilité formelle au sens de l’OHADA.** Ainsi après les civilités, vous devrez demander à votre interlocuteur dans l’entreprise dans la ZR s’il confectionne une comptabilité menant à la confection d’une DSF. Si la réponse est oui, l’entreprise n’est pas une UPI. Si la réponse est non, alors l’unité est informelle et vous devez l’enquêter.

### *Les établissements de crédits et de microfinance*

Les établissements de crédit sont bien répertoriés à partir des informations disponibles au Ministère des Finances, la COBAC, le Conseil National du Crédit.

#### **5.2.4 Echantillonnage**

L’échantillonnage permet de retenir à partir d’une base de sondage les unités qui feront partie de l’échantillon. Les méthodologies d’échantillonnage différentes seront appliquées, compte tenu des trois cibles retenues. Cette partie aborde la base de sondage, le plan d’échantillonnage, et la taille de l’échantillon.

##### **5.2.4.1 Les PME modernes**

###### *Base de sondage*

La base de sondage qui sera utilisée pour échantillonner les PME modernes est le répertoire des entreprises du Cameroun. Ce répertoire dispose des variables d’identification (nom de l’entreprise, sigle, numéro INS, numéro de contribuable, ville) ainsi que des variables de classement, à savoir, la branche d’activité ; le chiffre d’affaires et l’effectif employé.

Les tableaux suivants ventilent les PME produisant une DSF selon la région, le sous-secteur d’activité et le type de l’entreprise.

**Tableau04 : Répartition des PME par ville et par type d’entreprises**

Région	Type d’entreprise			Ensemble
	ME	PE	TPE	
Adamaoua	25	163	143	331
Centre	703	3 830	6 836	11 369
Est	14	123	93	230
Extrême-Nord	23	205	190	418
Littoral	1 212	4 387	6 119	11 718
Nord	38	206	164	408
Nord-Ouest	44	291	443	778
Ouest	81	466	712	1 259
Sud	22	98	146	266
Sud-ouest	63	350	495	908
<b>Ensemble</b>	<b>2 225</b>	<b>10 119</b>	<b>15 341</b>	<b>27 685</b>

Source :INS/ Répertoire des entreprises

**Tableau05 : Répartition des PME par type et par sous-secteur d'activité**

Sous-secteurs	Type d'entreprise			Ensemble
	ME	PE	TPE	
Primaire	56	105	105	266
Industrie	224	620	668	1 512
Construction	156	494	431	1 081
Commerce et réparation de véhicules	776	3 167	4 375	8 318
Services	1 013	5 733	9 762	16 508
<b>Ensemble</b>	<b>2 225</b>	<b>10 119</b>	<b>15 341</b>	<b>27 685</b>

Source : INS/Répertoire des entreprises

### *Plan d'échantillonnage et taille de l'échantillon*

Pour répondre aux objectifs de l'étude, le plan d'échantillonnage retenu pour la collecte des données est le sondage stratifié. Les critères de stratification sont : le sous-secteur d'activité et le type de l'entreprise.

Compte tenu des contraintes budgétaires ainsi que celles liées au temps imparti à la réalisation de l'étude, l'on a plutôt privilégié la précision des estimations au niveau national, plutôt qu'au niveau des strates. Ce qui aurait contribué à une augmentation considérable de la taille de l'échantillon. Ainsi, en considérant un intervalle de confiance de 95% et une marge d'erreur de 5%, la taille initiale de l'échantillon est de 384 entreprises. De plus en prenant en compte le plan d'échantillonnage et un taux de non réponse 50% pratiquement celui de l'Enquête auprès des Entreprises (EAE) de 2019, nous retenons la taille totale de 758 entreprises.

Compte tenu des problématiques de l'étude, l'allocation des entreprises dans l'échantillon est inégalement répartie et les strates des Moyennes entreprises ont une plus forte probabilité de même que celles des sous-secteurs primaire et industrie.

Le tableau suivant présente l'échantillon selon la région d'enquête et le type d'entreprise.

**Tableau07 : Répartition des PME de l'échantillon par secteur d'activité et par type**

Sous-secteurs	Type d'entreprise			Ensemble
	ME	PE	TPE	
Primaire	56	105	105	266
Industrie	224	620	668	1 512
Construction	156	494	431	1 081
Commerce et réparation de véhicules	776	3 167	4 375	8 318
Services	1 013	5 733	9 762	16 508
<b>Ensemble</b>	<b>2 225</b>	<b>10 119</b>	<b>15 341</b>	<b>27 685</b>

Source : Nos calculs

**Tableau08 : Répartition des PME de l'échantillon par région d'enquête et par type**

Région	Type d'entreprise			Ensemble
	ME	PE	TPE	
Adamaoua	25	163	143	331
Centre	703	3 830	6 836	11 369

Est	14	123	93	230
Extrême-Nord	23	205	190	418
Littoral	1 212	4 387	6 119	11 718
Nord	38	206	164	408
Nord-Ouest	44	291	443	778
Ouest	81	466	712	1 259
Sud	22	98	146	266
Sud-ouest	63	350	495	908
<b>Ensemble</b>	<b>2 225</b>	<b>10 119</b>	<b>15 341</b>	<b>27 685</b>

Source : Nos calculs

### 5.2.4.2 Les Unités de Production Informelles

Les UPI naissent et meurent du jour au lendemain. A cet effet, la tenue d'un répertoire de ces unités n'est pas évidente.

Afin de faire un tirage aléatoire des UPI, la méthode aréolaire est préconisée. Elle consiste, à tirer les Zones de Recensement au premier degré et de faire un échantillon d'UPI à l'intérieur de chaque ZR échantillonnée respectant une structure issue d'une opération précédente (un recensement, en autre enquête)

#### *Base de sondage*

La base de sondage des ZR est issue du RGE-2. Elle a permis de découper le territoire national en 720 ZR.

#### *Echantillon*

Dans chaque Région d'enquête, deux ZR seront retenues et 20 UPI y seront enquêtées. Toutefois, compte tenu de leur poids en termes d'UPI, cinq (05) ZR seront tirées au littoral et deux quatre (04) au Centre. Ainsi, au total, 500 UPI seront enquêtées au cours de cette opération.

**Tableau 09** : Echantillon des UPI par Région d'Enquête

Région Administrative	Nombre de ZR retenues	Nombre d'UPI de l'échantillon
Adamaoua	2	40
Centre	4	80
Est	2	40
Extrême-nord	2	40
Littoral	5	100
Nord	2	40
Ouest	2	40
Nord-ouest	2	40
Sud	2	40
Sud-ouest	2	40
Ensemble	25	500

Source : Nos calculs à partir du RGE 2



La répartition des 20 UPI dans chaque ZR par secteur d'activité est celle de la Deuxième Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI 2). La structure des UPI dans cette enquête avait montré que 34,1 % des UPI relevaient de l'industrie ; 33,6% du commerce de gros et de détail ; et 32,2% des services. Ainsi, les 20 UPI seront enquêtées par ZR selon les quotas suivants :

**Tableau 10** : Répartition des UPI à enquêter selon l'activité

Secteur d'activité	Répartition des UPI par secteur d'activité dans EESI 2 (en %)	Effectif des UPI à enquêter dans la ZR par secteur d'activité
<b>Industrie</b>	<b>34,1</b>	<b>7</b>
Agro-alimentaire	19	4
Confection	5,7	1
Construction	3,9	1
Autres industries	5,6	1
<b>Commerce</b>	<b>33,6</b>	<b>7</b>
Commerce de gros	3,2	1
Commerce de détail	30,4	6
<b>Services</b>	<b>32,3</b>	<b>6</b>
Transport	6,7	1
Restauration	9,7	2
Réparation	3	1
Autres services	12,9	2
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>20</b>

Source : Nos calculs à partir de l'EESI II

### 5.2.4.3 Les Etablissements de crédit

L'on distingue deux types d'établissements de crédits : les banques commerciales ; les établissements financiers. En plus de ces établissements, l'on s'intéresse aussi établissements de microfinance.

#### *Base de sondage*

La base de sondage des banques commerciales est constituée des quinze banques commerciales que compte le Cameroun. Celle des établissements financiers comporte sept établissements financiers. Cependant, compte tenu de ses missions, notamment celles de recouvrement des créances douteuses et/ou contentieuses détenues par les institutions publiques de crédit, la Société de Recouvrement de créances du Cameroun (SRC) est exclue de l'étude car n'est pas concernée par le financement des PME.

La base de sondage des EMF comporte initialement 410 entreprises. Toutefois, pour des contraintes financières liées au déplacement, l'on se limite aux EMF situés dans le champ géographique des PME modernes et des UPI. Ainsi la base de sondage des EMF se constitue de 158 microfinances.

Tableau 10 : Répartition des EMF par catégories et par régions d'enquête

Région administrative	Catégorie d'EMF				Ensemble
	Catégorie 1 indépendante	catégorie 1 en réseau	catégorie 2	catégorie 3	
Adamaoua	1	2	2	0	<b>5</b>
Centre	22	10	19	0	<b>51</b>
Est	1	0	0	0	<b>1</b>
Extrême-nord	0	0	1	1	<b>2</b>
Littoral	12	6	18	1	<b>37</b>
Nord	1	1	0	1	<b>3</b>
Nord-ouest	3	21	3	0	<b>27</b>
Ouest	4	6	1	0	<b>11</b>
Sud	1	1	0	0	<b>2</b>
Sud-ouest	3	14	2	0	<b>19</b>
<b>Ensemble</b>	<b>48</b>	<b>61</b>	<b>46</b>	<b>3</b>	<b>158</b>

Source : MINFI/COBAC

### *Echantillon*

L'enquête portera sur toutes les banques et les établissements financiers concernés par les problématiques de financement. Par ailleurs, le plan d'échantillonnage retenu pour la sélection des EMF est un le sondage aléatoire stratifié relativement proportionnel à la taille de chaque catégorie d'EMF et dans chaque strate le sondage aléatoire simple est effectué pour sélectionner les EMF. L'enquête est exhaustive dans la strate composée des EMF de troisième catégorie.

L'échantillon des EMF se répartit dans les strates de la manière suivante.

Tableau 11 : Répartition de l'échantillon des EMF catégories et par région

Région administrative	Catégorie d'EMF				Ensemble
	Catégorie 1 indépendante	catégorie 1 en réseau	catégorie 2	catégorie 3	
Adamaoua	1	1	1	0	<b>3</b>
Centre	2	6	13	0	<b>21</b>
Est	0	1	0	0	<b>1</b>
Extrême-nord	1	0	1	1	<b>3</b>
Littoral	1	6	9	1	<b>17</b>
Nord	1	1	0	0	<b>2</b>
Nord-ouest	4	1	1	0	<b>6</b>
Ouest	1	1	1	0	<b>3</b>
Sud	1	1	0	0	<b>2</b>
Sud-ouest	3	1	1	0	<b>5</b>
<b>Ensemble</b>	<b>15</b>	<b>19</b>	<b>27</b>	<b>2</b>	<b>63</b>

Source : Nos calculs à partir des données du MINFI/COBAC

## 5.2.5 Questionnaires

Dans le cadre de la présente collecte des données, deux questionnaires seront utilisés, à savoir, le questionnaire « Entreprise » et le questionnaire « Etablissement de crédit ». Le mode d'administration est principalement celui assisté par ordinateur (CAPI). Il réduit le temps entre la collecte des données et la rédaction du rapport, de même que les coûts liés à la saisie des questionnaires. Toutefois, la prise en compte des entreprises qui mettent du temps à répondre aux questionnaires fait que le questionnaire papier viendra en appui au dispositif CAPI. Après le remplissage de ce questionnaire par les soins du correspondant en entreprise, l'agent de collecte prendra le soin de vérifier que les données sont bien renseignées, puis les saisira dans l'application disponible dans sa tablette.

## 5.2.7 Charge globale du travail

Le récapitulatif de la charge globale de travail par région est consigné dans le tableau suivant.

**Tableau 12** : Répartition de l'échantillon par région

Région administrative	Entreprises		Etablissements de crédit			Ensemble
	PME modernes	UPI	Etablissement financier	Banque	EMF	
Adamaoua	11	40	0	0	3	54
Centre	255	80	3	4	21	363
Est	9	40	0	0	1	50
Extrême-nord	9	40	0	0	3	52
Littoral	352	100	3	11	17	483
Nord	18	40	0	0	2	60
Nord-ouest	25	40	0	0	6	71
Ouest	45	40	0	0	3	88
Sud	13	40	0	0	2	55
Sud-ouest	21	40	0	0	5	66
Ensemble	758	500	6	15	63	1342

Source : Nos calculs

## 5.2.8 Durée et personnel de collecte

En prenant en compte la charge globale du travail ainsi que les contraintes liées à l'administration du questionnaire, notamment les délais de passage en entreprise, la collecte effective des données dure 30 jours. A cet effet, 75 agents temporaires seront formés à l'appropriation des outils de collecte pendant 4 jours. Au terme de cette formation, 60 agents temporaires seront retenus, dont 54 agents de collecte et 6 agents contrôleurs. Ils seront encadrés sur le terrain par 14 superviseurs.

La ventilation du personnel temporaire pour la formation est consignée dans le tableau suivant :

**Tableau 13 : Centres et personnel temporaire de formation**

Régions		Lieu de formation	Effectifs à former	Effectifs à recruter		Liste d'attente
				Contrôleur	Enquêteur	
1	Centre	Yaoundé	20	2	15	3
2	Sud	Ebolowa	3	0	2	1
3	Littoral	Douala	25	3	18	4
4	Est	Bertoua	3	0	2	1
5	Adamaoua	Ngaoundéré	3	0	2	1
6	Extrême-Nord	Maroua	3	0	2	1
7	Nord	Garoua	3	0	2	1
8	Nord-Ouest	Bamenda	4	0	3	1
9	Ouest	Bafoussam	7	1	5	1
10	Sud-Ouest	Buéa	4	0	3	1
<b>Total</b>		<b>10 centres</b>	<b>75</b>	<b>6</b>	<b>54</b>	<b>15</b>

Source : Nos calculs

### 5.2.9 Exploitation des données

Il s'agit de l'ensemble des opérations à réaliser sur les questionnaires et les données pour l'obtention des informations fiables et exploitables pour le rapport d'étude. L'exploitation des données se déclinera en trois activités : la codification des questionnaires ; et l'apurement des données.

#### Codification des questionnaires

Elle consistera à vérifier la cohérence des questionnaires en termes de respect des sauts et totaux, de correction des omissions provenant du terrain ; ainsi qu'à retraiter les questions ouvertes.

#### Apurement

L'apurement du fichier brut au terme de la collecte permet d'éliminer les erreurs susceptibles de se retrouver dans un fichier de données. Des tests de cohérence seront élaborés pour détecter de façon systématique les données erronées.

Il s'agit de :

- **Les tests sur les données** qui permettent de vérifier la présence de toutes les données et donc de repérer les données manquantes ;
- **Les tests sur les variables** qui permettent d'étudier la vraisemblance des valeurs prises par les variables. Ils examinent les valeurs extrêmes et les codes erronés
- **Les tests sur les observations** qui permettent de vérifier l'exhaustivité et l'ordre de remplissage du questionnaire en termes de séquençage ;
- **Les tests de contrôle interne** qui permettent de faire le regroupement de plusieurs variables afin de déceler les incohérences.

Ces erreurs sont corrigées par imputation à partir de valeurs exogènes ou des caractéristiques de tendance centrale, ainsi que la modification des pondérations.

### **Traitement des données manquantes**

Les données peuvent être manquantes, du fait très souvent des retards ou simplement des refus de répondre ou aberrantes occasionnées par très souvent des fausses déclarations ou des erreurs lors du remplissage.

#### ***Traitement des non réponses totales***

Lorsque le temps d'attente pour la réception des informations en retard est imparti, les entreprises retardataires rentrent dans le cadre de non réponses totales.

D'autres cas de non réponses totales sont représentées par les hors champs, c'est à dire des entreprises en cessation d'activité. Dans ce cas, l'on procèdera par repondération sur les unités répondantes.

#### ***Traitement des non réponses partielles***

Les méthodes d'imputation sont plus adaptées pour le traitement des non réponses partielles. L'imputation consiste à produire une « valeur artificielle » pour remplacer la valeur manquante, avec pour objectif de produire des estimations approximativement sans biais.

L'on fera recours à plusieurs méthodes d'imputations.

- ***Imputation par la moyenne***

Elle va consister au remplacement de chacune des valeurs manquantes d'une variable par la valeur moyenne de l'ensemble de réponses obtenues de cette variable en fonction de la strate de l'entreprise. En ce qui concerne les variables qualitatives, l'imputation se fera par le mode.

- ***Imputation par la méthode hot-deck aléatoire***

Dans une strate, on remplace une entreprise non répondante par une unité répondante tirée au hasard dans cette strate. Cela consiste donc à attribuer à la valeur manquante pour l'entreprise non répondante, une valeur de la même variable sélectionnée au hasard avec remise parmi les répondants de la même strate.

- ***Imputation par la méthode cold-deck***

A ce niveau, l'information d'une autre enquête ou d'une autre source pourra être utilisée pour remplacer la donnée manquante d'une entreprise.

### **Vérification et validation des données**

La vérification et la validation des données permettra de :

- Contrôler la codification pour les variables qualitatives à partir des nomenclatures et codification élaborées ;
- Contrôler les plages pour les variables quantitatives ;

- Contrôler la vraisemblance en termes de lien entre les variables ;

### **Extrapolation**

Cette opération va consister à passer des indicateurs calculés sur les données de l'échantillon à l'estimation au niveau de la population entière. Ceci sera fait, en ce qui concerne les PME produisant les DSF et les établissements de crédits, par le calcul des coefficients de pondérations qui sont l'inverse des probabilités d'inclusion. Ces coefficients sont calculés à l'aide des données du plan de sondage, corrigées avec les données de la structure réelle enquêtée.

### **Tabulation**

La tabulation va consister à extraire des tableaux (simples et croisés) de la base de données à des fins d'analyse. A cet effet, elle intervient après le nettoyage des données.

## 6. DUREE ET CHRONOGRAMME DU PROJET

Le projet est prévu durer 4 mois à compter du début de sa mise en œuvre.

**Tableau 4 : Chronogramme des activités**

		Janvier 2020				Février 2020				Mars 2020				Avril 2020					
N°	Désignation des tâches	06 au 12	13 au 19	20 au 26	27 au 31	03 au 09	10 au 16	17 au 23	24 au 29	02 au 08	09 au 15	16 au 22	23 au 29	01 au 05	06 au 12	13 au 19	20 au 26	27 au 30	
<b>I.</b>	<b>Travaux préparatoires à la collecte des données et à la rédaction du rapport</b>																		
I.1	Recherche documentaire et revue des données secondaires																		
I.2	Préparation des documents techniques (Document de méthodologie, questionnaires, manuels des agents de collecte)																		
I.3	Préparation de la base de sondage de la collecte des sources primaires																		
I.4	Préparation de l'échantillon cylindré de données secondaires																		
I.5	Préparation du plan de l'étude sur la cartographie des PME																		
I.6	Confection des masques et programmation informatique des tableaux																		
I.7	Rédaction du rapport initial du projet																		
<b>II.</b>	<b>Acquisition de la logistique</b>																		
<b>III.</b>	<b>Finalisation des documents techniques</b>																		
<b>IV</b>	<b>Recrutement des agents de collecte</b>																		
<b>V.</b>	<b>Sensibilisation</b>																		
<b>VI.</b>	<b>Formation des formateurs</b>																		
<b>VIII.</b>	<b>Formation des agents et collecte des données</b>																		
VII.1	Formation des agents de collecte																		
VII.2	Collecte des données																		
<b>VIII.</b>	<b>Exploitation informatique des données (apurement, tabulation, etc.)</b>																		
<b>IX.</b>	<b>Production du draft du rapport final de l'étude</b>																		
<b>X.</b>	<b>Validation et restitution du rapport final</b>																		